

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2018-136

### INTERDICTION DE DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

#### **Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-2-1, L.2212-4, L.2224-13 et L.2224-17 ;

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R.632-1, R.633-6, R.635-8, et R.644-2 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1, et L.1312-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.541-1 à L.541-6 ;

Vu le Règlement Sanitaire Départemental du Gard et notamment le titre IV relatif à l'élimination des déchets et mesures de salubrité généralisées ;

Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence n°012-2017 du 2 novembre 2017 portant application du règlement intercommunal de collecte des déchets ménagers et assimilés ;

Considérant qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants ;

Considérant que les habitants ont en outre accès à la déchetterie de Beaucaire, gérée par la Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence ;

Considérant qu'il appartient au maire, en tant qu'autorité de police municipale, de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques en complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur ;

Considérant qu'il appartient au maire, en application des dispositions susvisées du Code de l'Environnement, d'assurer d'office si nécessaire, après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances ;

Considérant qu'il convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus ;

### **A R R Ê T É**

#### **Article 1**

Les dépôts sauvages de déchets de toutes natures (notamment encombrants, cartons, métaux, gravats) et les décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et espaces privés de la commune.

Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doit être effectué conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues par le règlement intercommunal de collecte en vigueur.

#### **Article 2**

Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou des décharges brutes d'ordures ménagères en est tenue pour responsable et est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

#### **Article 3**

En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé.

Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain d'assiette du dépôt ou de la décharge, qui les aura tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

#### **Article 4**

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable.

Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune une somme répondant au montant des travaux à réaliser.

En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

#### **Article 5**

Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur.

Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le Code Pénal en vertu des articles R.610-5, R.632-1, R.635-8 et R.644-2 allant de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> classe selon la nature de la contravention.

#### **Article 6**

La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1384 du Code Civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers.

#### **Article 7**

Le service de Police Municipale et la Communauté de Brigades de Gendarmerie Nationale de Bouillargues et Bellegarde sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

#### **Article 8**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 2 mai 2018

Le Maire,  
Jean-Marie FOURNIER

